

Parti socialiste : un débat tronqué

Autor(en): **Savary, Géraldine**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **39 (2002)**

Heft 1513

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1008535>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Un débat tronqué

Drame de printemps au parti socialiste suisse. Le texte d'orientation de politique économique proposé par la direction est sèchement rejeté par l'assemblée des délégués, réunie, en avril dernier à Bienne.

La décision de l'assemblée des délégués socialistes pourrait n'être qu'un de ces micro-événements de politique nationale si le programme n'avait été l'occasion de raviver les guerres de tranchée au sein du PSS.

A la lecture de ce bref texte, pas de quoi pourtant fouetter le sang d'un militant de base; le parti socialiste se déclare pour le plein-emploi, pour l'amélioration de la formation, pour la consommation des ménages, pour le développement durable, pour une politique monétaire souple. Alors quoi?

C'est plutôt le ton du texte qui cristallise les tensions, cette manière de rompre les ta-

bous sans en avoir l'air; par exemple déclarer vouloir «Baisser les prix à la consommation grâce à une meilleure concurrence encadrée par l'Etat» ne correspond pas aux principes et aux positions défendus généralement par le parti socialiste, qui entend plutôt augmenter le pouvoir d'achat des gens par la hausse des salaires.

Mais plus important au final, reste le sentiment d'un travail bâclé, gâché. La direction du PSS a mené le débat à la retraite, sans consultation ni discussion préalables. Le parti socialiste – qui s'en souvient? – a d'ailleurs déjà un programme économique, censé couvrir la période allant de 1992 à 2005. Le document rédigé sous la présidence de Peter Bodenmann, par un petit groupe de socialistes, constitue un vrai document de travail, concret et propositionnel. Le texte fut distribué à toutes les sections, débattu dans les assem-

blées et abondamment amendé lors du Congrès de juin 1994. Un exercice autrement plus ambitieux que les quelques pages proposées par l'actuelle direction du PSS, pour se préparer aux élections fédérales.

L'occasion aurait été pourtant idéale d'engager une opération plus efficace: reprendre le programme économique de 1992 à mi-chemin, faire un bilan intermédiaire des réformes engagées, supprimer ou modifier, lors d'un débat interne, ce qui est dépassé par les faits ou par les valeurs défendues par le parti aujourd'hui, rendre visible ce qui a été réalisé et ce qui peut l'être encore.

L'histoire d'un parti politique se construit sur le rassemblement de tous ses membres. Cette unité n'est pas facile à atteindre. Un programme adopté à l'issue d'un véritable débat en est un moyen. *gs*

Agriculture

La laine se défile

La laine suisse est en voie de disparition. Soumise aux contraintes du marché international, orpheline de toute protection douanière, elle risque de servir de combustible pour les usines d'incinération. Les recettes de la vente directe ne couvrent plus les frais élevés de production en raison de la modestie des troupeaux (400 000 unités en tout) et du profil tortueux, voire montagneux, des pâturages. Un kilo de laine se négocie aujourd'hui à 1,40 franc au maximum, alors que dans les années cinquante, il pouvait rapporter jusqu'à treize francs. A ce tarif, les éleveurs de l'époque tondaient encore les agneaux.

Dans le cadre de sa politique agricole (PA 2002), la Confédération a prévu de retirer son soutien à la collecte et au tri de la laine. De l'ordre de 800 000 francs pour cette année, la subvention sera de 600 000 en 2003, avant de s'éteindre en 2004. La Centrale suisse de laine indigène envisage ainsi d'effectuer sa dernière récolte cette année encore. Elle cessera ensuite ses activités. Il est vrai que le volume de laine traité par la Centrale est en chute libre. Il a passé de 602 tonnes en 1998 à 383 en 2001.

Faisant écho à une motion déposée au Conseil national, une pétition a été lancée en faveur d'un mandat de prestation qui assure la survie de la Cen-

trale et maintienne la production de laine suisse. Ressource naturelle et renouvelable, la laine a une valeur écologique appréciable, car l'élevage ovin contribue de façon remarquable à l'entretien du paysage. De plus, elle encourage l'aménagement de petites unités artisanales transmettant et enrichissant un savoir-faire acquis de longue date.

Au premier abord, la défense d'une matière première rare à la saveur un rien anachronique, semble être le combat folklorique d'une poignée d'irréductibles réfractaires au changement. En réalité, ce sont ces poches de résistance au grand marchandage international qui alimentent la pluralité nécessai-

re à la concurrence. Si le prix est un élément déterminant pour le choix du consommateur, il n'est pourtant pas exclusif. La qualité du produit, son ancrage dans un environnement naturel, culturel et social, influencent à leur tour sa décision. La sauvegarde et le développement de modes alternatifs de production de biens de consommation rares, comme la laine, à des coûts supportables passent par le soutien raisonnable et réglementé de l'Etat. Seul arbitre et garant d'une économie libérale et multiple. *md*

Informations auprès de la Coopérative européenne Longo maï, Le Montois, 2863 Undervelier.